Finafrica Bulletin



CASSA DI RISPARMIO DELLE PROVINCIE LOMBARDE

1 - 1974 - I

This content downloaded from 193.204.248.150 on Tue, 24 Nov 2026 15:00:24 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

BOARD OF EDITORS **CONSEIL DE REDACTION**

MANAGING EDITOR DIRECTEUR

Arnaldo Mauri
(Università di Milano)

Francesco Arcucci (Università di Parma), Sergio Bortolani (Università di Urbino), Paolo Mottura (Università di Parma), Roberto Ruozi (Università « L. Bocconi »)

ASSISTANT EDITOR ASSISTANT DE REDACTION

Mario Masini
(Università di Genova)

Contents

A CONFERENCE ON AGRICULTURAL CREDIT IN AFRICA SOUTH OF SAHARA, ORGANIZED IN ACCRA BY F.A.O. *by R. Ruozi* 3

THE AGRICULTURAL CREDIT SYSTEM OF LIBERIA *by A. Mohamed Sherif* 11

MONEY AND CREDIT IN AFRICA 18

ITALIAN SURVEY 29

AFRICAN SURVEY 40

Sommaire

CONFERENCE SUR LE CREDIT AGRICOLE EN AFRIQUE SUB-SAHARIENNE ORGANISEE A ACCRA PAR LA F.A.O. *par R. Ruozi* 3

LE SYSTEME DU CREDIT AGRICOLE AU LIBERIA *par Mohamed Sherif* 11

MONNAIE ET CREDIT EN AFRIQUE 18

NOUVELLES ITALIENNES 29

NOUVELLES AFRICAINES 40

This content downloaded from 193.204.248.150 on Tue, 24 Nov 2026 15:00:24 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

CONFERENCE SUR LE CREDIT AGRICOLE EN AFRIQUE SUB-SAHARIENNE ORGANISEE A ACCRA PAR LA F.A.O.

1. Dans le domaine des diverses initiatives assumées par la F.A.O. pour réaliser l'étude sur le crédit agricole, étude financée également par la Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde, une réunion a été organisée à Accra (Ghana) au mois de décembre 1973 à propos de la situation sur le financement de l'agriculture dans les Pays de l'Afrique sub-saharienne. Nombreux ont été les représentants de banques agricoles et de bureaux gouvernementaux intéressés au financement de l'agriculture et provenant de plus de 20 Pays africains. Le Libéria était représenté par Monsieur A. M. SHERIF, credit supervisor du Ministère de l'Agriculture, Monrovia, ex-boursier ayant participé au 2ème Cours de spécialisation bancaire pour les Pays africains organisé à Milan pendant l'année académique 1968/1969. En outre, de nombreuses organisations internationales étaient présentes à cette réunion. FINAFRICA était représenté par Messieurs les professeurs R. Ruozi et P. Mottura.
Les rapports présentés par divers Auteurs traitaient les thèmes suivants:

1. le crédit au financement de la pêche;
2. la mobilisation de l'épargne en faveur du développement agricole;
3. le crédit à la production et à la commercialisation du bétail;
4. le crédit agricole et le problème des incitations et des subventions;
5. crédit, fourniture de moyens de production et commercialisation;
6. les prêts collectifs aux petits agriculteurs;
7. la formation du personnel pour les Instituts de crédit agricole;
8. la fonction des banques centrales dans le crédit agricole;
9. coordination entre les agences gouvernementales pour la planification et la réalisation des interventions en faveur du crédit agricole;
10. les banques agricoles et les systèmes coopératifs de crédit;
11. l'évaluation des prêts aux petits agriculteurs;
12. programmes de crédit agricole en faveur des surfaces économiquement sous-développées;
13. le milieu et le crédit agricole;
14. le crédit au secteur forestier.

En outre, ont été présentées de nombreuses monographies nationales sur le crédit agricole dans les Pays ci-après: Nigéria, Ghana, Tanzanie et Niger.

This content downloaded from 193.204.24.150 on Tue, 24 o 2026 14:59:49 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

2. Quelques idées importantes, se rapportant aux critères d'évaluation des prêts aux petits agriculteurs et, par conséquent, en matière de garanties de ces mêmes prêts, sont ressorties des discussions d'Accra.
Les difficultés pour obtenir de solides garanties sur les prêts agricoles et les difficultés mêmes pour évaluer avec un degré satisfaisant de crédibilité le risque des opérations, constituent l'un des principaux obstacles à la diffusion sur une large échelle des programmes de crédit agricole dans les Pays africains. Le régime foncier, le nomadisme et la transhumance du bétail rendent extrêmement difficile l'inscription d'hypothèques et celle de privilèges sur le bétail. En outre, la maigre diffusion de la mécanisation et le manque de services adéquats pour la manutention des machines agricoles rendent difficile et très peu utile l'inscription de privilèges sur ceux-ci. Enfin, l'instabilité des marchés et les difficultés de commercialisation rendent précaire la possibilité d'utiliser le gage de marchandises.
Les bureaux de prêts doivent donc chercher des garanties exclusivement personnelles. Outre que recourir aux garanties classiques à savoir la signature d'un tiers percevant de préférence un revenu fixe, comme les employés de l'administration publique, les banques agricoles sont en train de chercher deux solutions nouvelles et fondamentales: la concession de prêts collectifs et une évaluation qui, sans tenir compte des garanties collatérales, tend à garantir au maximum la confiance au moyen d'une évaluation qui mette particulièrement l'accent sur les capacités techniques et morales de l'agriculteur.

3. Quant aux prêts collectifs, il s'agit de financements à court, moyen ou long terme accordés sous forme d'argent et/ou en nature à des groupes d'agriculteurs formellement ou informellement constitués. Le crédit est généralement concédé pour des fins productives et la responsabilité pour obtenir, utiliser et rembourser le prêt est prise en charge par un des agriculteurs représentant le chef du groupe ou par un petit comité d'agriculteurs institué à l'intérieur même du groupe (1). Comme nous l'avons déjà dit, ce dernier peut avoir qualité juridique formelle ou non. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, le risque des prêts accordés aux groupes informels ne semble pas

(1) Voir en détails, R.M. STURGEON, *Group loans to small farmers*, Ed. F.A.O., Accra, 1973.

This content downloaded from
193.204.24.150 on Tue, 24 o 2026 14:59:49 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

être supérieur à celui des prêts accordés aux groupes formels. Au contraire, l'expérience semblerait confirmer que les groupes informels (très répandus en Côte d'Ivoire) sont beaucoup plus solides que les groupes formels (comme semble le démontrer l'exemple mexicain). Outre qu'au risque mineur représenté par la garantie collective qui produit des taux d'insolvabilité incroyablement bas pour la pratique bancaire africaine (le cas de la Côte d'Ivoire semble démontrer que les insolvabilités en question ne dépassent pas 5-6%), les prêts en question présentent une série d'autres avantages collatéraux pour la personne qui finance et pour celle qui est financée. Avant tout, il faut rappeler la réduction sur les charges d'administration et de contrôle des prêts. Deuxièmement, il faut noter que la constitution de la garantie collatérale réussie à créer, surtout chez les agriculteurs qui dirigent le groupe, un esprit de direction plus dynamique, une préoccupation plus grande pour la préparation et la commercialisation des récoltes et, par conséquent, un esprit d'imitation même parmi les membres du groupe les moins préparés, lesquels trouvent de cette façon un moyen de faire des progrès. En troisième lieu, nous pouvons rappeler que les groupes dont nous sommes en train de parler n'ont généralement pas l'unique fonction de crédit particulièrement soulignée ici. Ceux-ci exercent d'autres fonctions, parmi lesquelles nous pouvons citer la fonction fondamentale de la commercialisation, qui regroupe le produit des associés, l'introduit sur le marché et obtient, en général, des conditions meilleures que celles qu'auraient pu avoir chacun des associés. Enfin, l'existence même des groupes susdits crée la prémisse pour un développement technique des membres relatifs, difficile à obtenir par un autre moyen. La faible disponibilité de vulgarisateurs, dont disposent les Pays sous-développés a pour conséquence que ceux-ci ne peuvent atteindre que peu de groupes à éduquer.

Les efforts tendent donc à être concentrés sur les groupes d'agriculteurs et non sur les agriculteurs isolés. Evidemment, il ne faut pas croire que les prêts collectifs peuvent résoudre tous les problèmes des agriculteurs. Ceux-ci présentent aussi des risques et exigent des qualités de base qui permettent d'exercer leur propre activité. De toutes façons, il est certain qu'ils peuvent représenter un pas en avant vers des objectifs de sûreté des prêts agricoles qui, actuellement, sont presque inexistants dans la plus grande part des Pays de l'Afrique sub-saharienne.

This content downloaded from
193.204.24.150 on Tue, 24 o 2026 14:59:49 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

4. Si nous passons maintenant au second point mis particulièrement en évidence à la Conférence d'Accra, c'est-à-dire à un nouveau mode d'évaluation des prêts qui, abstraction faite des garanties collatérales, tienne sommairement compte du facteur humain et en particulier de l'habilité technique (managerial ability) du demandeur de crédit, nous relevons ce qui suit (2).
Il est inutile de préciser qu'il s'agit de crédit à la production car, généralement, celui-ci — une fois introduit dans l'entreprise — rend plus difficile la tâche de l'entrepreneur parce qu'il lui crée des problèmes de gestion qui viennent s'ajouter à ceux que l'entrepreneur devrait affronter au cas où, n'ayant pas le nouveau crédit à investir, celui-ci se limitait à poursuivre les activités traditionnelles. La bonne utilisation du crédit susdit et la capacité successive de remboursement ponctuel des dettes de l'agriculteur dépend donc en grande partie de la disponibilité de l'agriculteur même d'une capacité d'entrepreneur non entièrement exploitée et donc utilisable pour l'emploi et la gestion de la dette susmentionnée. Une méthode qui vérifie cet élément pourrait comporter cinq phases successives de travail. Tout d'abord, il faudrait analyser les usages agricoles dans une région déterminée pour découvrir quelles sont les diverses technologies productives employées par les différentes classes d'entreprises. C'est-à-dire qu'il faudrait examiner les méthodes pour la culture du sol, de la semence et de la récolte, des engrais, du contrôle sanitaire etc... Deuxièmement, il faudrait identifier pour chaque classe de technologie la production réalisée par hectare en employant diverses quantités de travail humain par hectare. Troisièmement, il faudrait utiliser ces informations pour établir un tableau de rentabilité (3). Chaque récolte devrait avoir son propre tableau de rentabilité pour chacune des régions. On demanderait donc aux personnes désirant le crédit de fournir quelques éléments d'information qui consentiraient aux personnes compétentes en matière de prêts de classer leur niveau de capacité technique conformément au tableau de rentabilité susdit. Une telle classification se produirait, évidemment, sur la base des rendements de la récolte de l'intéressé, obtenus à un certain niveau technologique et avec une intensité de travail déterminée. Enfin, les agriculteurs méritant le crédit seraient choisis en se basant sur la classification susmentionnée.

(2) Voir en détails, R.A.J. ROBERTS, *Choosing suitable borrowers from the small-farm sector*, Ed. F.A.O., Accra, 1973.

(3) Voir le tableau page suivante.

This content downloaded from
193.204.24.150 on Tue, 24 o 2026 14:59:49 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

TABLEAU DE RENTABILITÉ
Récolte x - Région y

NIVEAU TECHNOLOGIQUE		RECOLTE PAR HECTARE					
		0,5	1,0	1,5	2,0	2,5	3,0
I	moyen haut bas						
II	moyen haut bas						
III	moyen haut bas						
IV	moyen haut bas						

Il est clair que la méthode susdite n'est pas fin en soit et que le tableau de rentabilité ne peut pas servir tout seul dans les évaluations des prêts à accorder aux petits agriculteurs. Il est, en effet, indispensable que les banques évaluent au moins, aussi la destination immédiate du profit net du prêt afin d'examiner si l'agriculteur mérite d'en profiter ou non et si il consent à l'agriculteur même d'effectuer un saut technologique (plus ou moins compatible avec sa capacité technique actuelle) ou bien seulement un saut quantitatif équivalent à la technologie adoptée.
En outre, il est clair que l'usage de la méthode susdite exige l'existence d'enquêtes énormes et complexes (véritables recensements de zones agricoles), qui actuellement ne sont pas encore disponibles sur une vaste échelle.

This content downloaded from
193.204.24.150 on Tue, 24 o 2026 14:59:49 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

Il s'agit donc d'une proposition digne d'approfondissements ultérieurs et de vérifications préliminaires empiriques plutôt que d'une solution définitive pour résoudre l'un des principaux problèmes des banques agricoles africaines.

5. Les problèmes généraux dont nous avons fait allusion auparavant ainsi que ceux se rapportant spécifiquement à chaque institut de crédit agricole ont été traités eu égard à certains Pays déjà cités plus haut. A ce propos, le rapport présenté par l'Agricultural Development Bank du Ghana a été très intéressant (4).

Dans ce dernier, nous avons tout d'abord la confirmation de la validité des prêts collectifs, récemment appliqués aussi au Ghana. De tels prêts ont donc permis à l'Agricultural Development Bank de financer de 1969 à 1972 plus de 24.000 petits agriculteurs qui n'auraient pas pu être aidés sur base individuelle.

Dans l'ensemble, nous pouvons ensuite constater que les programmes de crédit agricole au Ghana sont caractérisés en même temps par des succès et des insuccès. Les premières tentatives de la Gold Coast Cooperative Bank ont été intéressantes jusqu'au moment où l'activité de la banque en question a été arbitrairement bloquée. Les tentatives de la Cocoa Purchasing Company et de l'United Farmer Cooperative Council furent, au contraire, un véritable échec.

Les activités actuelles de l'Agricultural Development Bank et de la National Investment Bank semblent, au contraire, présenter quelques caractéristiques importantes: la stabilité des opérations, l'assurance de la continuité de l'existence des institutions et la mise en oeuvre de programmes robustes et bien structurés. Ceci fait penser que dans une période moyenne et dans le cas où les ressources sont adéquates, les programmes de crédit agricole pourront être développés avec succès. Mais avant tout, les obstacles sont représentés par l'attitude du petit et moyen agriculteur envers la coopération agricole et de la collaboration avec un institut de crédit public, pour lequel on ne comprend pas la nécessité de remboursement. Deuxièmement, il faut souligner le manque de coordination entre les programmes de crédit et les services d'assistance liés aux changements technologiques et avec la modernisation

(4) Voir en détails, AGRICULTURAL DEVELOPMENT BANK, *Agricultural credit programmes in Ghana*, Accra, 1973.

This content downloaded from 193.204.24.150 on Tue, 24 o 2026 14:59:49 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

de l'agriculture. Un tel obstacle — selon le rapport de l'Agricultural Development Bank — pourrait, cependant, être au moins partiellement surmonté dans le cas où le crédit en nature serait beaucoup plus diffusé. Un troisième obstacle est représenté par l'absence de personnel qualifié et capable d'évaluer des programmes modernes de développement agricole. Un quatrième obstacle au développement du crédit agricole institutionnel est représenté par l'importante activité, déjà en action, dans le secteur des prêteurs privés et par les sources financières non institutionnelles. La nature complexe des actions et des réactions engendrées par l'activité des intermédiaires financiers susdits et le fait que les agriculteurs continuent de s'adresser à ces derniers, malgré les hauts taux d'intérêt pratiqué, induit à penser qu'il vaut mieux les introduire dans le système bancaire proprement dit au lieu de chercher à les éliminer. La situation du Ghana est donc assez bonne. Les instituts spécialisés dans le financement à l'agriculture sont assez efficaces et les structures de leurs programmes d'intervention sont bonnes. Les difficultés que ceux-ci rencontrent dans l'exercice de leur activité propre ne sont ni typiques ni exclusives du Ghana, mais sont communes à presque tous les Pays de l'Afrique subsaharienne. De plus, nous pouvons dire que ces problèmes sont bien moins graves au Ghana qu'ailleurs.

Les perspectives de développement dans le secteur qui nous intéresse sont donc favorables pour le Pays en question. Celui-ci a, d'ailleurs, récemment réévalué nettement la fonction du développement agricole à l'intérieur du développement global du Pays et spécialement afin d'atteindre l'un des plus importants objectifs du gouvernement ghanéen actuel: l'autosuffisance alimentaire. Au moment même où se déroulait la Conférence d'Accra, le Chef d'État ghanéen a formellement demandé au système bancaire une plus grande ardeur pour le financement de l'agriculture nationale (5).

Chaque banque a donc été appelée à présenter au Ministre de l'Agriculture avant le 31 janvier 1974 les programmes globaux de financement du secteur agricole destinés à augmenter le niveau de la production locale des biens alimentaires.

Au milieu de tant d'obstacles, il s'agit là d'une action qui intensifiera et accélérera sans aucun doute les interventions du système bancaire ghanéen pour le financement du développement agricole, imposant ainsi aux banques

(5) Voir KIDD DARKO, *Help finance agriculture*, in « Daily Grafic », Accra, 11/12/1973.

This content downloaded from
193.204.24.150 on Tue, 24 o 2026 14:59:49 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

agricoles et commerciales un effort contemporain pour améliorer la propre gestion et la propre méthode de concession et de remboursement des crédits, prémisse indispensable afin que l'intensification et l'accélération susmentionnées ne se transforment pas en une augmentation parallèle des insolvabilités.

Roberto Ruozi

A CONFERENCE ON AGRICULTURAL CREDIT IN AFRICA SOUTH OF SAHARA, ORGANIZED IN ACCRA BY F.A.O.

SUMMARY

A Conference on agricultural credit in Africa south of Sahara, organized by F.A.O. and jointly financed by F.A.O. and the Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde, has been recently held in Accra (Ghana). The Conference was attended by the representatives of many institutions from more than 20 African countries, among whom Mr. A. M. SHERIF the representative for Liberia and a former scholarship holder at FINAFRICA training course. Many problems related to agricultural credit were dealt with. As far as securities are concerned, it has been said that credit institutions should require personal securities above all when granting credit to small farmers since in most cases there is no possibility to get real securities.

Collective loans granted to formal and informal organizations were also mentioned and it was noted with satisfaction that the latter involve quite low percentages of insolvency as compared to ordinary African banking practice thus determining lower administrative costs for both parties.

On the subject of loan evaluation, the stress was laid on the technical capacity of the borrower rather than on the securities he can supply. Credit institutions must be able to evaluate whether the loan will actually improve production either qualitatively or quantitatively.

The report on Ghana underlined the good results obtained with collective loans, the success of agricultural credit schemes and the favourable perspectives for agriculture and financial intermediation in Ghana.

This content downloaded from
193.204.24.150 on Tue, 24 o 2026 14:59:49 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

THE AGRICULTURAL CREDIT SYSTEM OF LIBERIA

Liberia has a total area of 111,400 sq.km. Arable land comprises about 35% (3.8 million hectares). Total population is approximately 1.5 million with 74% dependent upon agriculture.

In 1972 Liberia's gross national product was $ 484 million. The 1972 annual gross value output of major agricultural crops is as follows:

Rubber	$ 29.0 million
Rice	20.0 »
Forest Products	8.2 »
Coffee	4.5 »
Poultry	3.5 »
Fish	2.5 »
Palm Oil	4.0 »
Cocoa	2.2 »
Sugarcane	3.0 »

The average yields for rice on upland farms are about 900 kg/ha unmilled. Average yields for irrigated paddy are about 3,000 kg/ha unmilled. Yield estimates are not available for the remaining crops.

The are numerous carpentry shops within the country dependent upon the forestry Industry. In 1972, the Liberian Product Marketing Corporation began operating a palm kernel extractor mill. There is a growing internal market for palm kernel expeller cake used for animal feed.

In Liberia, as in most countries, there is a dichotomy between commercial and subsistence farming. Rubber accounts for almost all of the commercial farming. Being heavily dependent on rubber, the agricultural sector is vulnerable to fluctuations in world prices. The Ministry of Agriculture is emphasizing crop diversification in order to reduce the risk of falling rubber prices, assure a wider participation of the population in the money economy and reduce losses by spreading the risk of unfavourable weather and the attacks of diseases and insects.

As the principal subsistence food crop, rice is produced throughout Liberia. However, only a small portion enters marketing channels and in recent years there has been a steadily widening gap between the rice demand of the non-farm population and the supply of home produced rice. Presently, 40 to 50 thousand tons of rice are imported annually; this necessitates a foreign exchange outflow of about 10 million dollars. Therefore, the Government

This content downloaded from
193.204.248.150 on Tue, 24 Nov 2026 15:01:28 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

has placed highest priority upon attaining self-sufficiency in rice production. For many years ecologists, soil scientists, and agriculturists have been unanimous in pointing out that tree crops have many advantages in Liberia. They are especially adapted to the soils and climates, they provide good ground cover for resisting erosion and are potential sources of cash crops for both internal and external markets. Crops suitable for Liberia include rubber, coffee, cocoa, palm oil, coconuts, citrus and other fruit crops. The Ministry has initiated programs to provide nursery stock, fertilizer, land clearing and extension services for individual farmers as a means of stimulating increased production of tree crops.

Liberia is presently importing about $2 million worth of meat animals and products annually, including live animals and all forms of fresh, chilled, frozen, cured and canned meat. Most of the imported meat is for a relatively small portion of the population, chiefly in Monrovia, diets throughout the country generally lacking protein.

It is estimated that 15,000 head of live cattle are imported across the borders into Liberia each year, but there are indications that this source of protein may be cut off or greatly reduced within a few years.

With a rapidly growing non-rural population, more off-farm jobs and rising incomes, the present demand for meat will continue to grow. There is both a need and an opportunity to produce more meat for the internal market.

Traditionally, the cattle industry has supplied an insignificant proportion of the nation's potential demand for protein because of a number of obstacles; the heavy cover of rain forest over much of the country not only excluded extensive grazing, but also harbored the Tse Tse fly, vector of trypanosomiasis which is a deadly disease for non-resistant, intolerant cattle. Experiments are being conducted at the Central Agricultural Experiment Station to develop cattle resistant to trypanosomiasis. The Ministry has initiated a pasture development program in order to stimulate cattle production.

According to the available information, all commercial bank loans go to large concessionaire farmers or to cooperatives. The only loans going to small farmers are those granted by the Ministry of Agriculture.

i) The percentage of loans going to Agriculture is very small;

ii) Within 1 year-short term
Most of the loans are short term;

This content downloaded from
193.204.248.150 on Tue, 24 Nov 2026 15:01:28 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

iii) Almost all of the loans go to cooperatives
Most of the loans go for marketing purposes.

A. Information about Agricultural Credit Institutions

Although the volume of credit in dollar terms is not available, it is understood that an enormous amount of non-institutionalized credit is extended to small farmers. Most of this credit is not only for agricultural inputs but much of it is for consumer goods.

The terms and conditions are understood to be somewhat exhorbitant compared to the commercial interest rate.

The Division, in its continuous effort to transform the rural areas and improve the economic level of the rural population through cooperatives, has encouraged the development of credit unions throughout the country. A credit union is a savings and credit cooperative society with the main objective of teaching its members the importance of thrift and of making purposeful credit to them at a reasonable rate of interest.

With this view in mind, the Ministry of Agriculture, through the Cooperative, Credit and Marketing Division, registered 17 Credit Union Cooperatives with a total membership of 2,600.

The assets of these unions accrued from the savings of their members amounted to $ 210,000.00, out of which $ 90,000.00 was given to members as loans for productive and provident purposes such as farming, business, education and medical facilities.

In the absence of a specialized credit institution the Ministry of Agriculture in its endeavour to promote agriculture through the Division of Cooperative, Credit and Marketing Division, granted to both cooperatives and small farmers credit for two purposes; to wit:

1. Agricultural inputs such as fertilizer, seeds, insecticides and various agricultural machinery;
2. Land development for the purpose of encouraging rice production, tree crops and pasture.

The Division received 62 applications from cooperative and individual farmers totalling $ 577,312.17 out of which 33 were processed.

The Division, through the Liberian Produce Marketing Corporation (LPMC) appropriated $ 253,000.00, as short-term credit to 13 farmers' cooperatives who are serving as buying agents for LPMC.

This content downloaded from
193.204.248.150 on Tue, 24 Nov 2026 15:01:28 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

B R E A K D O W N

Application		Purpose	Amount
Cooperatives	7	Machinery Inputs	$ 71,655.53
Cooperatives	3	Land Development	362,693.34
Individuals	8	Small Tools & Inputs	1,126.10
Other	15	Pasture Development	139,709.05
Individuals	29	In process	2,128.15

The Division has been working in collaboration with the Liberian Produce Marketing Corporation to find better markets for the major commodities produced locally. To this end, more than half of the cooperative societies, which are multi-purpose cooperatives, were granted LPMC Buying Agencies. These societies collect and deliver members' produce to LPMC for sale. A 5% commission and handling allowance is given to the cooperatives to recuperate their administrative expenses. Moreover, the Division transmits periodic market intelligence from LPMC to the cooperatives and collects monthly statistics on all produce purchased and marketed by every society.

The following are the cooperatives granted LPMC Buying Agencies for the 1972-1973 Season:

Lofa County:

Intofawor Farmers Cooperative Society Ltd.
Voinjama District Farmers Cooperative Society Ltd.
Zorzor District Farmers Cooperative Society Ltd.
Gbandi Farmers Cooperative Society Ltd.

Bong County:

Gbatala Development Cooperative Society Ltd.

Nimba County:

Seh-Leh-Tur Farmers Cooperative Society Ltd.
Zo-Karkiah Farmers Cooperative Society Ltd.
Gbhumsia Farmers Cooperative Society Ltd.
Dokpo Farmers Cooperative Society Ltd.
Wodo Farmers Cooperative Society Ltd.
N'Boe Tayee Zoe Geh Farmers Cooperative Society Ltd.

This content downloaded from
193.204.248.150 on Tue, 24 Nov 2026 15:01:28 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

Grand Gedeh County:
Amenu Farmers Cooperative Society Ltd.
Maryland County:
Cape Palmas Cooperative Society Ltd.

Statistics reveal that the above cooperatives for the first 3 months of the 1972-3 season sold approximately 402,000.16 lbs. of produce valued at about $ 919,691.69. This accrued a total commission and handling allowance received by the cooperatives of $ 180,865.20.

B. Loan Operations, Procedures and Policies of Institutional Credit Agencies

Disbursement occurs on an as needed basis throughout the year. The method of determining the credit limit varies according to individuals. All banks charge the market rate of interest which is presently 10% per year. The limited experience of local banks in granting loans to farmers has been restricted to medium term for such things as trucks and tractors. The vehicles themselves serve as collateral for the loans. The method of assessing repayment capacity is to evaluate past production records. The loans given by the banks have been made in lump sum grants. The bank personnel supervise utilization of the loans granted.

The only loans that are granted with a grace period are land development works performed by Agrimeco — a government corporation charged with mechanical land development under the control of the Ministry of Agriculture. With respect to credit-in-kind granted by the Ministry of Agriculture, farmers obtain applications from extension field workers and submit these to the Credit Committee of the Ministry of Agriculture which decides the credit worthiness of each applicant. The committee has not yet given extensions on due dates of repayment. The Division of Cooperative Credit and Marketing is responsible for handling repayment of loans. The Ministry of Agriculture personnel works in coordination with banks to obtain credit for individual farmers and cooperatives. The Cooperative Credit and Marketing Division conducts meetings and seminars in the rural areas designed to educate the local people on advantages and methods of using credit with particular emphasis on organizing themselves into credit unions.

1. Government — The Ministry of Agriculture provides credit in kind for agricultural inputs, land clearing services, subsidized tree crop nursery

This content downloaded from
193.204.248.150 on Tue, 24 Nov 2026 15:01:28 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

stock and operating capital for produce purchasing to individual farmers and cooperatives to the extent feasible within the limited resources allotted for such purposes by the government.

2. At present Liberia does not have a Central Bank.
3. No data is available concerning sources of agricultural credit available from external sources.

The Cooperative Credit and Marketing Division has instituted a program of Credit Union education designed to mobilize rural savings. Other than the few Credit Unions established there are no other types of facilities offered for savings mobilization in the rural areas. Resources of the Ministry of Agriculture are limited to the extent to which the Credit Union Program has been able to reach the rural people.

C. Sources of Finance and Conditions of Supply of Funds to Lending Institutions

The Government subsidizes the cost of tree crop nursery stock to farmers. Loans given to farmers for credit in kind inputs and land clearing is provided interest free. The Ministry of Agriculture is presently trying to implement a price support scheme with the Liberian Produce Marketing Corporation for coffee, cocoland palm kernel.

All of the Ministry's programs are designed to raise the living standards of the rural people. The present credit in kind program favours a crop development approach in that most of the funds are designated for production of rice. The activities of land development favor an area-wise approach due to the overhead cost of transporting heavy equipment. Approximately 4% of the national budget each year is allocated to the agricultural sector.

The Ministry of Agriculture has been coordinating efforts of Agrimeco, LPMC and a local development bank to enhance the agricultural credit situation for local farmers.

D. Government Participation

The main constraint to increasing rice production under the slash-and-burn traditional farming methods is labor. However, some increase is possible by adopting modern agricultural practices such as fertilizer, high yielding varieties etc. To increase the production of rice by any considerable amount requires that the farmers switch from growing upland to swamp rice. There are enough

This content downloaded from
193.204.248.150 on Tue, 24 Nov 2026 15:01:28 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

small swamps throughout the country to accomplish self-sufficiency in rice production, but most of these areas are not large enough to economically utilize heavy equipment. Therefore, a special group was created within the Ministry, called the Advance and Technical Assistance Teams, that will aid farmers to develop these small swampy areas into rice paddies.

One constraint to overall agricultural development is the cost of transportation. The present road network is inadequate to allow economically productive use of the majority of Liberia's arable farm land.

Under the traditional method of agriculture the farmers have almost no cash outlay during the production season and sources of finance are not a major problem. However, as farmers begin to adopt modern methods of production there will have to be increases in the sources of credit.

The Ministry of Local Government is presently constructing markets in all major towns serviced by roads. The LPMC assures a viable market for all exportable produce and has established three large rice mills in strategic locations throughout the country to handle the increase in rice production. The main impediment to efficient marketing is the high cost of transportation.

A. Mohamed Sherif

LE SYSTEME DU CREDIT AGRICOLE AU LIBERIA

RESUME

L'Auteur, après une brève présentation des points les plus importants de l'économie libérienne, examine la production agricole et ses caractéristiques, mettant l'accent sur le fait que le Pays dépend gravement de l'étranger pour beaucoup de productions primaires et sur la nécessité de développer ces productions à l'intérieur. Ensuite nous avons une analyse de la situation du crédit agricole et en particulier des conditions selon lesquelles les crédits sont concédés aux institutions opérant dans ce secteur. Ensuite les crédits monétaires et en nature sont analysés selon l'échéance et la destination du prêt.

Après avoir insisté sur la participation du gouvernement au financement de l'agriculture, l'Auteur conclut en mentionnant quelques obstacles au développement de la production agricole.

This content downloaded from
193.204.248.150 on Tue, 24 Nov 2026 15:01:28 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

Money and credit in Africa

A REFORM OF THE MONETARY SYSTEM IN WEST AFRICA

The West African Monetary Union (U.M.O.A.) which since May 12th 1962 had regulated the monetary co-operation of the six West African countries — Ivory Coast, Dahomey, Upper-Volta, Niger, Senegal and Togo — was abolished on November 14th 1973 by a new treaty signed by member countries. On the same date, the latter decided to set up a West African Development Bank (B.O.A.D.) in order to integrate the administration of their common currency through a financial institution which might ensure an equitable division of the means necessary to the development of their economies.

Besides, on December 4th, 1973, an agreement of cooperation wich assures the free convertibility of CFA franc has been signed between France and U.M.O.A.

The articles of the new treaty substituting those of the treaty which gave life to U.M.O.A. concern four main points:

a) the monetary union;
b) the common currency and common issuing institution;
c) attuning of national monetary and banking laws;
d) the common institutions financing development.

Monnaie et crédit en Afrique

LA REFORME DU SYSTEME MONETAIRE EN AFRIQUE DE L'OUEST

L'Union Monétaire Ouest - Africaine (U.M.O.A.) qui règle depuis le 12 mai 1962 la coopération monétaire entre les six Etats de l'Afrique de l'Ouest — Côte d'Ivoire, Dahomey, Haute-Volta, Niger, Sénégal, Togo — a été repoussée le 14 novembre 1973 par un nouveau traité signé par les Etats membres. A la même date, ces derniers décidèrent l'institution d'une Banque Ouest-Africaine de Développement (B.O.A.D.) afin d'intégrer la gestion de leur monnaie commune par une institution commune de financement capable d'assurer une répartition équitable des moyens de développement de leurs économies.

En outre, le 4 décembre 1973, un accord de coopération qui assure la libre convertibilité du franc CFA a été signé entre la République Française et l'U.M.O.A.

Les dispositions du nouveau traité qui se substituent de plein droit à celles du traité instituant l'U.M.O.A. regardent quatre points fondamentaux:

a) l'union monétaire;
b) la monnaie commune et l'Institut d'émission commun;
c) l' harmonisation des législations monétaire et bancaire;
d) les institutions communes de financement du développement.

This content downloaded from
193.204.248.150 on Tue, 24 Nov 2026 15:01:17 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

a) **monetary union:**

The six member countries of U.M.O.A., after declaring that a deep solidarity between their states is one of the essential means to achieve a rapid and balanced development of their respective economies, stated that it is necessary to continue their monetary union and to keep a common issuing istitution. They added moreover that it is also necessary to define the rights and obligations of member countries in order to achieve efficient allotment of national monetary resources to the development of their economies.

- The monetary union is characterized by a common currency, issuing being entrusted to a common issuing institution — the Central Bank of West African Countries (B.C.E.A.O.) — under the control of member countries' Governments.
- Any west-African country can enter the monetary union following an agreement between its government and the governments of member countries.
- Any member country can retire by informing the Conference of the Presidents of member countries of its decision.
- Member countries not meeting the obligations they have underwritten

a) **l'union monétaire:**

Les six gouvernements membres de l'U.M.O.A., en proclamant la profonde solidarité de leurs Etats comme constituant « l'un des moyens essentiels d'un développement rapide en même temps qu'harmonisé de leurs économies nationales », estiment nécessaire de demeurer en union monétaire et de maintenir un institut d'émission commun, mais ils déclarent la nécessité de bien définir les droits et les obligations des Etats membres afin de réaliser une affectation efficace des ressources monétaires nationales au développement de leurs économies.

- L'union monétaire se caractérise par la reconnaissance d'une même unité monétaire, dont l'émission est confiée à un Institut d'émission commun — la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (B.C.E.A.O.) — sous le contrôle des gouvernements.
- Tout Etat ouest-africain peut être admis à l'union monétaire après accord entre son gouvernement et les gouvernements des Etats membres.
- Tout membre de l'Union peut se retirer, en notifiant sa décision à la Conférence des chefs d'Etat de l'Union.
- Les Etats membres qui ne respectent pas les engagements souscrits

This content downloaded from
193.204.248.150 on Tue, 24 Nov 2026 15:01:17 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

FINAFRICA BULLETIN

are excluded automatically by a sanction passed unanimously by the above mentioned Conference.

- The organs of the Union are: The Conference of the Heads of State, the Council of Ministers of the Union and the common Issuing Institution. The Conference of the Heads of State is the top authority. It makes decisions on the admission of new members, on the exclusion of member countries or their retirement and chooses the seat of the issuing institution. It also makes the final decision on issues put forward to it by the Council of Ministers of the Union or problems which the latter could not solve by an unanimous agreement. The Conference sits each year in a different member country in turn according to alphabetical order. The Council of Ministers is entrusted with the direction of the monetary union. It outlines the monetary and credit policy of the Union and makes decisions by a unanimous vote. Each country is represented by two Ministers, but has only one vote. The Council meets at least twice a year on proposal of its chairman. The Council can also invite the representatives of international organisa-

sont exclus automatiquement par sanction prononcée à l'unanimité par la Conférence des chefs d'Etat de l'Union.

- Les organes de l'Union sont: la Conférence des chefs d'Etat, le Conseil des ministres de l'Union et l'Institut d'émission commun. La Conférence des chefs d'Etat constitue l'autorité suprême. Elle décide de l'adhésion des nouveaux membres, prend acte du retrait et de l'exclusion des membres et fixe le siège de l'Institut d'émission. Elle tranche toute question que lui soumet le Conseil des ministres de l'Union ou que ce Conseil n'a pu régler par accord unanime. Elle siège chaque année dans un Etat à tour de rôle dans l'ordre alphabétique. Le Conseil des ministres de l'Union est chargé de la direction de l'Union monétaire; ce dernier définit la politique monétaire et du crédit de l'Union et prend ses décisions à l'unanimité. Chaque Etat est représenté par deux ministres, mais n'a qu'une voix. Il se réunit au moins deux fois par an sur convocation de son président. Le Conseil peut convier à participer, avec voix consultative, les représentants d'institutions internationales, ou d'Etats avec lesquels un accord de coopération a

This content downloaded from
193.204.248.150 on Tue, 24 Nov 2026 15:01:17 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

tions or countries with which the governments of member countries have signed cooperation agreements to attend its meeting with a consultative vote.

b) common currency and common issuing institution:

The legal monetary unit of U.M.O.A. is still the franc of the African Financial Community (C.F.A.), but might be modified by the Council of Ministers though complying the international obligation taken by member countries.

The exclusive power of issuing the union currency is still entrusted to the Central Bank of West African Countries (B.C.E.A.O.) but the latter must operate according to the statutory regulation envisaged in the new treaty. The new regulation provides for a modification of the operations and organisation of the Bank. The seat of the Bank itself is transferred from Paris to one of the member countries chosen by the Heads of State and the stock is subscribed by member countries and equally divided among them. Under the supervision of the Council of Ministers the Bank is administered by:

— the Governor,
— the Board of Directors,
— National Credit Boards.

été conclu par les gouvernements des Etats de l'Union.

b) la monnaie commune et l'Institut d'émission commun:

L'unité monétaire légale de l'U.M.O.A. continue d'être le franc de la Communauté Financière Africaine (C.F.A.), mais pourra être modifiée par le Conseil des ministres tout en respectant les engagements internationaux contractés par les Etats membres.

Le pouvoir exclusif de l'émission monétaire reste confié à la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (B.C.E.A.O.) mais celle-ci devra opérer selon les dispositions du nouveau statut annexé au traité. Ce nouveau statut prévoit des modifications dans l'organisation et les opérations de la Banque. Le siège de la Banque est transféré de Paris dans l'un des Etats membres de l'Union choisi par le Chef de l'Etat et le capital social est souscrit par les Etats membres et réparti en parts égales entre eux. Sous la direction du Conseil des ministres, la Banque est administrée par:

— le Gouverneur,
— le Conseil d'administration,
— les Comités nationaux du crédit.

This content downloaded from
193.204.248.150 on Tue, 24 Nov 2026 15:01:17 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

FINAFRICA BULLETIN

The Council of Ministers is the top organ and has extensive powers. Namely it has the power to decide on the modification, definition and denomination of the monetary unit, on the establishment by the Bank itself or participation of the latter in the setting up of any organisation or institution for the development of the U.M.O.A. countries. The Governor controls the organisation of the Bank departments and their activity.
He is appointed by the Council of Ministers, holds his office for six years, cannot be re-appointed and is assisted by a vice-governor. Each member country government is represented in the Board of Directors and appoints two directors. The Board of Directors decides on all credit operations and especially determines the overall amount of the bank contribution to financing the economic activity of each member country.
National credit boards, one for each member country, have their seat in the branch offices the Bank has in each country of the Union. They control that the contribution granted by the Bank to the economic activity and development are suitably invested in their respective countries. National Boards report to the Board of Directors on the financial requirements of their country and propose the overall amount of credit to grant.

Le Conseil des ministres constitue l'organe suprême et il a des pouvoirs très étendu. Notamment, il décide de la modification, de la définition et de la dénomination de l'unité monétaire, de la création par la Banque ou de la participation de celle-ci à la création de toute organisation ou institution ayant pour objet le développement des Etats de l'U.M.O.A. Le Gouverneur dirige l'organisation des services de la Banque et son activité. Il est nommé par le Conseil des ministres, pour six ans non renouvelable et il est assisté d'un vice - gouverneur. Chaque gouvernement des Etats membres participe au Conseil d'administration et désignent deux administrateurs. Le Conseil d'administration délibère sur toutes les opérations de crédit de la Banque, en particulier, il détermine le montant global des concours que la Banque peut accorder au financement de l'activité économique de chacun des Etats de l'Union.
Les Comités nationaux du crédit, à raison d'un par Etat membre, siègent après les agences de la Banque établies dans chacun des Etats de l'Union. Ils assurent l'application dans leurs Etats respectifs des concours susceptibles d'être consentis par la Banque au financement de l'activité économique et du développement. Les Comités font rapport au Conseil d'administration sur le montant des be-

This content downloaded from
193.204.248.150 on Tue, 24 Nov 2026 15:01:17 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

Each Board is composed of seven members: the Minister of Finance, who acts as chairman, the two representatives of the country at the Board of Directors and four other members appointed by the country's Government.

As far as the Bank operations are concerned, the statutory regulation envisages that the overall amount of the contribution the Bank may grant to each member country cannot exceed 20% of the country tax revenue assessed at the end of the previous financial year. The Bank has the possibility to acquire funds in French francs or any other foreign currency from any public or private institution belonging to member countries against payment of the equivalent with the currency it issues. The bank can be a shareholder in any common financing institution within the Union. The Bank keeps the account books of the treasuries of members countries, may ensure the control of home and foreign public debts of any member country requiring it and assist member countries' governments in the negotiation of both foreign and domestic loans. Moreover it pays the shares of member countries to the International Monetary Fund.

The Bank is exempted from any kind of taxation. Its accounts are settled

soins de financement de leurs Etats et lui proposent le montant global de concours à consentir. Chaque Comité est composé du ministre des Finances qui le préside, de deux représentants de l'Etat au Conseil d'administration et de quatre autres membres nommés par le gouvernement de l'Etat.

En ce qui concerne les opérations de la Banque, le statut établi que le montant total des concours susceptibles d'être consentis par la Banque à un Etat de l'Union ne peut pas dépasser 20% des recettes fiscales nationales constatées au cours de l'exercice financier écoulé. La Banque a la possibilité de se faire céder, contre monnaie de son émission, des disponibilités extérieures en francs français ou autres devises détenues par tout organisme public ou privé ressortissant des Etats de l'Union. La Banque peut participer au capital des établissements communs de financement de l'Union. La Banque tient les comptes des Trésors des Etats, assure la gestion de la dette publique extérieure et intérieure d'un Etat qui le demanderait et assiste le gouvernement dans la négociation d'emprunts, intérieurs ou extérieurs, et règle la quote-part des Etats au Fonds Monétaire International.

La Banque est exemptée d'impôts, droits et taxes. Ses comptes, arrêtés

This content downloaded from
193.204.248.150 on Tue, 24 Nov 2026 15:01:17 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

FINAFRICA BULLETIN

at the end of each month and checked by auditors appointed by the Minister of Finance of each member country and by a commissioner - inspector summing up their observations who is appointed by the Council of Ministers of the Union.

c) **co-ordination of monetary and banking laws:**

The Council of Ministers controls the co-ordination of the monetary and banking laws of member countries and namely: the general organization of the distribution and control of credit, the general regulations on banking and trade and the repression of counterfeiting.

d) **common institution to finance development:**

The Council of Ministers of the Union can authorize the Central Bank to set up or participate in the setting up of any special fund, organization or institution aiming at promoting a well-balanced development and the integration of member countries.
Availing themselves of this right the Governments of the Union decided on November 14th 1973 to set up the West African Bank of Development (B.O.A.D.). The Bank has a capital stock of 2,400 million C.F.A. francs equally shared by the countries which

chaque mois, sont contrôlés par des contrôleurs nationaux au niveau de chaque Etat nommés par le ministre des Finances et par un commissaire contrôleur qui centralise les observations, nommé par le Conseil des ministres de l'Union.

c) **l' harmonisation des législations monétaire et bancaire:**

Le Conseil des ministres de l'Union arrête la réglementation uniforme concernant la législation monétaire et bancaire des Etats membres, en particulier: l'organisation générale de la distribution et du contrôle du crédit, les règles générales d'exercice de la profession bancaire et des activités de commerce, la répression de la falsification des signes monétaires.

d) **les institutions communes de financement du développement:**

Le Conseil des ministres de l'Union peut décider la création, par la Banque Centrale ou de la participation de celle-ci à la constitution de tous fonds spéciaux, organisation ou institution ayant pour objet le développement harmonisé et l'intégration des Etats membres de l'Union. Les gouvernements de l'Union, utilisant ce droit, ont décidé le 14 novembre 1973 de créer une Banque ouest-africaine de développement (B.O.A.D.). La Banque, avec un capital de 2.400 millions de francs C.F.A., divisé en parts égales

This content downloaded from
193.204.248.150 on Tue, 24 Nov 2026 15:01:17 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

are members of U.M.O.A. and B.C.E.A.O. and has the purpose of fostering the development of member countries and the achievement of the economic integration of West African countries. Actually, the Bank aims at giving priority to the development of the less favoured countries. Besides granting loans and other credit facilities, it will intervene in the working out of development projects and in the formation and organization of the boards entrusted with the carrying out of the projects themselves.

The co-operation agreement between France and U.M.O.A. countries

Following the agreement signed on December 4th 1973 between France and U.M.O.A. countries, the free convertibility of the Union currency is ensured by an account opened to the B.C.E.A.O. in the books of the French Treasury where the Bank deposits all the funds it can accumulate outside its issuing area.
Transactions between the French franc and the Union currency will be carried out at a fixed exchange rate on the basis of the existing parity, while transactions between the Union currency and all other currencies take place at the current market rates of exchange.

entre les Etats membres de l'U.M.O.A. et la B.C.E.A.O., a pour objet le développement équilibré des Etats membres et la réalisation de l'intégration économique de l'Afrique de l'Ouest.
En effet, la Banque se propose de donner priorité au développement des Etats les plus défavorisés. Outre que concéder des prêts et des avals elle aidera à l'élaboration des projets de développement et à la création et au fonctionnement des organismes chargés d'exécuter ces projets.

L'accord de coopération entre la République Française et les Républiques membres de l'U.M.O.A.

En vertu de l'accord du 4 décembre 1973 entre la République Française et l'U.M.O.A., la libre convertibilité de la monnaie de l'Union est assurée par un compte d'opérations ouvert au nom de la B.C.E.A.O. dans les écritures du Trésor français où la Banque verse les disponibilités qu'elle pourra constituer en dehors de sa zone d'émission. Les transactions entre le franc français et la monnaie de l'Union s'effectueront à un cours fixe, sur la base de la parité en vigueur, tandis que les transactions entre la monnaie de l'Union et les devises autres que le franc français s'exécutent aux taux du marché des changes.

This content downloaded from
193.204.248.150 on Tue, 24 Nov 2026 15:01:17 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

FINAFRICA BULLETIN

A NEW PARALLEL EXCHANGE MARKET IN THE ARAB REPUBLIC OF EGYPT

Besides the Official Exchange Market in Egypt, a new market was set up to be effective from 1st September 1973 called the «Parallel Exchange Market». The new market is based on giving a premium of 50% of the official buying rates declared by the Central Bank of Egypt to some specified receipts, at the same time collecting 55% of the said rates while executing some specified payments through the said market.

The local banks authorised to deal in the new market are:

— The National Bank of Egypt
— Banque Misr
— Banque du Caire
— Bank of Alexandria.

The receipts of the New Parallel Market are:

— Savings and transfers of the Egyptian nationals working abroad;
— Proceeds of tourist expenses;
— Transfers of Arab citizens other than those intended for direct investment;

UN NOUVEAU MARCHE PARALLELE DES CHANGES DANS LA REPUBLIQUE ARABE D'EGYPTE

Du 1er Septembre 1973 le Marché Officiel des Changes en Egypte est flanqué par un nouveau marché appelé « Marché Parallèle des Changes ». Dans le nouveau marché on donne une prime de 50% des prix officiels d'achat déclarés par la Banque Centrale d'Egypte sur des recettes bien spécifiées et de même on retient 55% du prix même sur des paiements bien spécifiés effectués dans le susdit marché.

Les banques locales autorisées à opérer dans le nouveau marché sont les suivantes:

— la Banque Nationale d'Egypte;
— la Banque Misr;
— la Banque du Caire;
— la Banque d'Alexandrie.

D'une part, les opérations actives du Nouveau Marché Parallèle sont:

— les épargnes et les remises des ouvriers égyptiens résidant à l'étranger;
— les recettes dérivant de l'activité touristique;
— les remises des citoyens arabes autres que celles destinées aux investissements directs;

This content downloaded from
193.204.248.150 on Tue, 24 Nov 2026 15:01:17 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

— Proceeds of exports other than cotton and its products, petroleum, cement, rice, onion, garlic and goods of foreign origin re-exported;

— 50% of the excess of proceeds of exports in free currencies of cotton yarn and textiles exported over the target of each factory for exportation.

The payments of the New Parallel Market are:

— Invisible payments of individuals, private sector units as well as travel expenses within the fixed limits under the prevailing regulations;

— Payments for imports of machines, tools and spare parts imported on behalf of the private sector units including those required for handicraftsmen and professionals;

— Payments for imports of equipments and spare parts imported on behalf of public and private tourist sector;

— Payments for imports of equipments, machines, spare parts and invisible payments on behalf of units dealing with export and tourism financed out of their own proceeds of exports and tourism;

— les recettes des exportations autres que celles du coton et de ses dérivés, du pétrole, du ciment, du riz, des oignons, de l'ail et d'autres marchandises réexportées;

— 50% du surplus des recettes en devises des exportations de coton et de textiles excédant le niveau des exportations programmé par chaque entreprise.

D'autre part, les opérations passives du Nouveau Marché Parallèle sont:

— les paiements invisibles des particuliers, des sujets économiques du secteur privé ainsi que les frais de voyage dans les limites imposées par la loi;

— les paiements pour les importations de machines, d'outils, de pièces de rechange effectués par les entreprises du secteur privé y-compris celles pour l'artisanat et le secteur des professions libérales;

— paiements pour les importations d'équipements et de pièces de rechange et paiements invisibles effectués au nom d'entreprises opérant dans le secteur de l'exportation et du tourisme et finances par les recettes des exportations et du tourisme des susdites entreprises;

— les paiements pour les importations effectués en faveur des industries de divers secteurs;

This content downloaded from
193.204.248.150 on Tue, 24 Nov 2026 15:01:17 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

FINAFRICA BULLETIN

— Imports by Foreign Trade Companies of equipments, tools, spare parts to meet the local market requirements in general;

— Other transactions approved by the Minister of Finance, Economy and Foreign Trade, or any person empowered by it.

— les paiements pour les importations d'équipements des entreprises spécialisées dans le commerce étranger pour satisfaire, en général, les demandes des marchés locaux;

— autres transactions approuvées par le Ministre des Finances, de l'Economie et du Commerce Etranger ou toute personne chargée par celui-ci de le représenter.

This content downloaded from
193.204.248.150 on Tue, 24 Nov 2026 15:01:17 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

Italian survey

Nouvelles italiennes

THE 49th WORLD SAVINGS DAY

On December 1st 1973, the 49th « World Savings Day » was celebrated in the Salone dell'Economia Lombarda.

Since 1973 is also the 150th anniversary of the foundation of the Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde, Professor Giordano Dell'Amore, President of the Association of Italian Savings Banks (ACRI) spoke on «What the history of the biggest savings bank in the world can teach ».

After stressing the common interest in fighting inflation through a compression of private consumer spendings in the favour of social ones, the speaker recalled that the depreciation of money is brought about by a general and unceasing increase in the demand of goods and services which is not satisfactorily met by an adequate increase in production. Everybody must urgently make a commitment to thriftiness and Government bodies, both central and local, reduce public current expenses.

It is necessary to refute the Keynesian theory by which consumption is the primary motor of economic development: consumption can exert its driving force only when there is a possi-

LA 49ème « JOURNEE MONDIALE DE L'EPARGNE »

Le 1er décembre 1973 a été célébrée la 49ème « Journée mondiale de l'épargne » dans le Salon de l'Economie Lombarde.

Le président de l'A.C.R.I. (Association des Caisses d'Epargne Italiennes) M. le professeur Giordano Dell'Amore, étant donné qu'il s'agissait aussi du 150ème anniversaire de la fondation de la Caisse d'Epargne des Provinces Lombardes, a développé le thème: « Ce que nous enseigne l'histoire de la plus grande Caisse d'épargne du monde ».

Après avoir réaffirmé l'intérêt collectif dans le combat contre l'inflation en compressant au maximum les consommations privées en faveur des consommations sociales, l'orateur a rappelé que la dépréciation monétaire est provoquée par la généralisation et la continuation de l'expansion de la demande de biens et de services qui n'est pas suffisament affrontée par une augmentation adéquate de la production. Un engagement solennel à la parsimonie et une certaine contenance envers les dépenses courantes de la part de l'Etat et des organismes locaux territoriaux se font urgents. Il faut réfuter la thèse de Keynes qui dit que la consommation est le moteur fondamental du développement éco-

This content downloaded from 193.204.248.150 on Tue, 24 Nov 2026 15:01:07 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

FINAFRICA BULLETIN

bility to increase productive investments essentially fed by domestic savings which may be integrated by foreign debts only temporarily and partially and to the extent that they are possible without jeopardizing the trend of the country's balance of payments.

Professor Dell'Amore also mentioned that he had long since indicated the need for Italy to stick to an austerity policy, long before the present oil crisis made it necessary and immediate and wished that all social categories would make their contribution to the application of a systematic and consistent economic and financial policy, the only one which can lead to a solution to the present hard economic and monetary problems. Then, the speaker outlined the evolution of the Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde in the past 50 years and especially from 1952 onwards when the institution experienced an exceptional development. Among all that its history can teach, two main points are worth underlining: first is the fact that the increase in credit institution size also increases its efficiency in the common interest and therefore an adequate strengthening

nomique: la consommation peut avoir une action favorable seulement lorsqu'il est possible d'intensifier les investissements productifs, essentiellement augmentés par l'épargne intérieure qui est intégrée, seulement temporairement et partiellement, par des dettes contractées avec l'étranger, dans la limite où celles-ci résultent possibles sans donner naissance à de sérieuses répercussions sur l'évolution de la balance des paiements.
Ensuite, le Prof. Dell'Amore a rappelé avoir signalé depuis longtemps déjà la nécessité d'instaurer en Italie un régime d'austérité bien avant que la crise actuelle du pétrole ne le rende urgent; il a aussi exprimé le désir que toutes les catégories sociales actuelles soient solidaires à la mise en oeuvre d'une politique économique et financière systématique et cohérente, la seule capable de résoudre les problèmes complexes actuels dans les secteurs économique et monétaire.
Puis l'orateur a fait une esquisse de l'évolution de la Caisse d'Epargne des Provinces Lombardes pendant les 50 dernières années, et surtout à partir de 1952 et des années qui suivirent, années qui connurent un développement exceptionnel. Dans ce que nous enseigne l'histoire de l'Institut deux choses importantes émergent: tout d'abord, il ressort de façon irréfutable que l'augmentation des dimensions

This content downloaded from 193.204.248.150 on Tue, 24 Nov 2026 15:01:07 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

of the same is a trend of bank policy which will spread sooner or later especially as the EEC integration goes on; on the other hand the history of the institution also shows that it is possible to reconcile the bank public interest and maximum organizational and functional efficiency keeping a satisfactory degree of liquidity and profitability and that the administration of domestic savings is a public function and must be carried out always putting general interests before the institution's own interests.

des instituts de crédit accroît leur efficacité dans l'intérêt général, d'où une consolidation appropriée de ces instituts représente une orientation de politique bancaire qui tôt ou tard s'imposera, surtout avec le déroulement de l'intégration dans la C.E.E.; ensuite, l'expérience de l'Institut démontre que dans toutes les banques il est possible de concilier les orientations publicitaires avec le maximum d'efficacité, d'organisation et de fonctionnement en maintenant un niveau de liquidité et de rendement satisfaisant et que l'administration de l'épargne nationale est une fonction publique qui devra être effectuée en donnant la priorité systématique aux intérêts généraux par rapport à ceux des entreprises.

CENTRE FOR FINANCIAL ASSISTANCE TO AFRICAN COUNTRIES

On December 1st 1973, the « Centre for financial assistance to African countries » (FINAFRICA), built by the Social Works Foundation of the Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde, was inaugurated in Milan.

In his inaugural address, professor Giordano Dell'Amore said that the origins of the Centre date back to 1967

CENTRE POUR L'ASSISTANCE FINANCIERE AUX PAYS AFRICAINS

Le 1er décembre 1973 a eu lieu l'inauguration du « Centre pour l'assistance financière aux Pays africains » (FINAFRICA), réalisé par la Fondation Oeuvres Sociales de la Caisse d'Epargne des Provinces Lombardes.

Dans son discours inaugural, M. le Professeur Dell'Amore a rappelé que les origines du Centre remontent à

This content downloaded from 193.204.248.150 on Tue, 24 Nov 2026 15:01:07 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

FINAFRICA BULLETIN

when The Cassa — together with the Bocconi University — decided to organize a course of specialization in the economics of banking for young Africans. In the course of 7 years, the specialization course has been attended by 400 students coming from 35 countries. In the meantime, technical assistance and considerable financial contributions were supplied by the Cassa Lombarda — with the co-operation of other Italian Savings Banks — for the setting up of savings banks in those African countries where there was none. On these bases the Somali Savings Bank and the Ethiopian one have already been established and another is soon going to start operations in Sudan.

Professor Dell'Amore added that it is desirable that the new Centre be conveniently used for particularly committing initiatives in the financial field. With reference to such developments, he stressed that though the Cassa does not have the possibility to become the direct subsidizer of African countries, it can become an intermediary between the latter countries and the international financial market and see to the placement of bonds issued by the various govern-

1967, car c'est dans le courant de cette année là — en accord avec l'Université L. Bocconi — que la Caisse décida d'organiser un Cours de spécialisation en économie bancaire pour de jeunes Africains. Le Cours, qui en est à sa 7ème année, a pu compter sur la participation de 400 élèves, provenant de 35 Pays. En même temps, une assistance technique et des contributions financières ont été offertes par la Caisse lombarde — en collaboration avec ses consoeurs italiennes — pour la constitution de Caisses d'épargne qui n'existaient pas dans les Pays africains. C'est justement sur ces bases qu'ont déjà été créées la Caisse d'Epargne de la Somalie ainsi que celle d'Ethiopie tandis que le commencement de l'activité de celle du Soudan est proche.

Le Professeur Dell'Amore a ensuite exprimé le souhait que le nouveau Centre puisse être utilisé utilement pour des tâches qui requièrent une concentration particulière dans le secteur financier. En se référant à de tels développements, le Professeur a enfin souligné que, même n'ayant pas la possibilité de devenir la bienfaitrice directe des Pays africains, la Caisse d'Epargne des Provinces Lombardes pourra jouer le rôle d'intermédiaire entre ces mêmes Pays et le

This content downloaded from 193.204.248.150 on Tue, 24 Nov 2026 15:01:07 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

ments at adequate conditions and guaranteed by their respective Central Banks.

Mr. Jean-Pierre Benoit, the head of the section for the financial policy and institutions of the United Nations, was also present at the ceremony and in his short address to the audience said that FINAFRICA is in perfect accordance with the strategy of international development adopted by the United Nations in the second decade dedicated to development.

This strategy, by which developing countries must take upon themselves the major responsibilities for an autonomous financing of their growth, requires that they make every effort to mobilize private savings through financial institutions. FINAFRICA therefore starts its activity at the right time and will no doubt make these efforts easier.

This Centre can be considered in itself a result of the second decade of development which through its multiplication effect will make a sound contribution to the achievement of

marché mobilier international. Elle s'intéressera du placement des obligations émises par les différents Pays, avec la garantie des Banques centrales respectives, et avec des conditions adéquates.

Pendant la cérémonie, le responsable de la section de la politique financière et des institutions de crédit des Nations Unies, M. Jean-Pierre Benoit, a souligné dans son discours combien le FINAFRICA est en harmonie parfaite avec l'esprit de la stratégie du développement international, stratégie adoptée par les Nations Unies dans la deuxième décennie dédiée au développement.

Une telle stratégie, sur la base de laquelle les Pays en voie de développement doivent supporter les principales responsabilités pour un financement autonome de leur croissance, impose que ces derniers fassent tous les efforts possibles afin de mobiliser l'épargne privée par l'intermédiaire des institutions financières. Le Centre FINAFRICA commence donc, au moment opportun, ses propres activités et facilitera, sans aucun doute, les efforts susdits.

Du reste, le Centre peut être considéré de par lui-même un résultat de la deuxième décade du développement, décade qui à travers son propre effet multiplicateur donnera une con-

This content downloaded from 193.204.248.150 on Tue, 24 Nov 2026 15:01:07 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

FINAFRICA BULLETIN

some of the primary objectives of international strategy.

Words of great satistaction were also expressed by Mr. Barnor, ambassador of Ghana in Italy and doyen of the African diplomatic corps in Rome. He brought a live evidence of the usefulness of the action of the Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde for the African continent and mentioned the interest with which the African peoples and authorities follow its initiatives and wish they may further develop to our mutual advantage.

In these same terms spoke professor Mario Pedini, under-secretary to the Ministry of Foreign Affairs. He took some recent international events as his starting point for some considerations on the international strategy of development. Particularly, he addressed African peoples and exhorted them not to give in to the game of great powers and to seek an autonomous and democratic way to development, similar to what Italy is trying to achieve though with limited means at her disposal. The example of FINAFRICA was mentioned by professor Pedini as one of the great Italian realizations for the autonomous development of African countries and

tribution valable afin d'aboutir à quelques-uns des objectifs principaux de la stratégie internationale.
En outre, M. Barnor, Ambassadeur du Ghana en Italie et doyen du Corps diplomatique africain à Rome a prononcé des paroles exprimant sa vive satisfaction. Celui-ci a apporté un témoignage vivant de l'utilité que la Caisse d'Epargne des Provinces Lombardes a, jusqu'à présent, démontré pour le continent africain et il a cité l'intérêt avec lequel les peuples et les autorités susdites suivent ses activités espérant que celles-ci continuent à avoir un développement progressif dans l'intérêt commun.
M. Mario Pedini, sous-secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères s'est exprimé dans les mêmes termes en s'inspirant de quelques-uns des récents événements internationaux qui nous donnent à réfléchir sérieusement sur la stratégie du développement international. En particulier, il s'est adressé aux peuples africains pour les encourager à ne pas céder au jeu des grandes puissances et, au contraire, de chercher une voie autonome et démocratique au développement qui soit conforme à tout ce que l'Italie essaie de faire même avec les moyens limités à sa disposition. L'exemple du FINAFRICA a été cité par M. Pedini comme étant une des grandes réalisations

This content downloaded from 193.204.248.150 on Tue, 24 Nov 2026 15:01:07 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

for their technical and cultural emancipation in view of a better future and a strengthening of the moral, historic, economic and political links binding our country to the African continent.

The ceremony of inauguration was closed by Mr. Ugo La Malfa, Minister of the Treasury.
The ceremony itself was preceded and also followed by a detailed visit of participants to lecture-halls, to the library, offices, the restaurant and to the other facilities of FINAFRICA.

TENSION IN PRICES AND BALANCE OF PAYMENTS

At the beginning of 1974 the major worries about the economic situation were raised by the evolution of the foreign component of the system and the sharp increase in prices.

As far as foreign trade is concerned, in 1973 imports rose to Lit 16,226 billions (+ 44%) while exports lagged at 12,959 billions (+ 19.4%) with a resulting difference of Lit 3,267 billions, almost eight times higher than in 1972. Anyway, the overall balance of payments deficit is limited to Lit 250 bil-

italiennes pour le développement autonome des peuples africains et pour leur meilleur émancipation technique et culturelle pour un avenir meilleur et pour un renforcement des liens d'entente morale, historique, politique et autres qui unissent notre pays au continent africain.
La cérémonie de l'inauguration a été close par M. Ugo La Malfa, ministre du Trésor.
Avant et après la cérémonie, les invités ont effectué une visite très détaillée des salles de classe, de la bibliothèque, des bureaux, du restaurant self-service et de tous les autres locaux du FINAFRICA.

TENSION DES PRIX ET DES COMPTES AVEC L'ETRANGER

Au début de 1974, les préoccupations les plus grandes à propos de la situation économique générale sont causées par l'évolution de la composante externe et du grand rehaussement des prix.
En ce qui concerne l'inter-échange, on constate qu'en 1973 les importations ont atteint 16.226 milliards (+ 44%) tandis que les exportations ont représenté 12.959 milliards (+ 19,4%). Il en est donc dérivée une perte de 3.267 milliards; perte supérieure de presque huit fois celle de

This content downloaded from 193.204.248.150 on Tue, 24 Nov 2026 15:01:07 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

FINAFRICA BULLETIN

lions (— 747 as against 1972), but mainly as a result of foreign loans, while net official reserves amount to Lit 170 billions.

At the beginning of the present year, our monetary authority started negotiations with the IMF to be granted a stand-by loan of 1.2 billion dollars and additional credit was sought in the eurodollar market in order to face both the rise in oil prices and possible speculative deals against the Italian lira.

As far as prices are concerned — and in spite of the government control on many staple commodities — 1973 witnessed an average increase of 10.8 per cent in consumer prices and 16 per cent in wholesale prices. The latter was mainly determined by the wage push and the price increase in the international market together with a general rise in the price of agricultural products.
The latter reflects essentially the insufficient national production in the sector of animal husbandry entailing

1972. D'ailleurs, le déficit de la balance des paiements, dans son ensemble, résulte contenu dans environ 250 milliards (— 747 en 1972), mais essentiellement en vertu des prêts contractés avec l'étranger, et les réserves officielles nettes sont encore plus réduites dans une mesure encore plus faible: environ 170 milliards.
Au début de cette année, les Autorités monétaires ont entrepris des négociations avec le Fonds Monétaire International afin d'obtenir un prêt « stand-by » d'une valeur de 1,2 milliards de dollars. En outre, d'autres prêts ont été faits sur le marché de l'eurodollar en vue d'affronter soit le grand débours de valeur qui a suivit la hausse du prétrole, soit d'éventuelles manoeuvres de spéculation contre la lire italienne.
En matière de prix — et malgré le régime « administratif » dans lequel ont été mis ceux de beaucoup de biens primaires — on a enregistré en 1973 une augmentation moyenne de 10,8% des prix à la consommation et de 16% des prix de gros. Dans le deuxième cas, la poussée salariale ainsi que la hausse des prix sur les marchés étrangers et des produits agricoles sont résultés déterminants.
L'augmentation de ces derniers reflète essentiellement la production en déficit de la zootechnie qui impose

This content downloaded from 193.204.248.150 on Tue, 24 Nov 2026 15:01:07 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

massive imports and a consequent worsening of our agricultural and food deficit. In 1973 this exceeded 2,000 billions, which represents two thirds of the overall deficit in our trade balance. Generally speaking, all harvests were satisfactory in 1973 and the growth of agricultural production was estimated around 5 to 6 per cent on the basis of 1972 prices.
The indicator of industrial production rose by 8.7 per cent in December as compared to the previous year and reached an average increase of more than 9 per cent. A marked rise in production was achieved in January in the steel producing sector.

Another feature of the present economic situation is the scarce bank liquidity in spite of the continuous expansion of the monetary base partially balanced by the reductive effect of the balance of payments deficit. Thus collection was intensified within credit enterprises with a consequent rise in interests payable. A parallel increase was determined thus in interests receivable even though the yearly 12 per cent credit expansion ceiling introduced last July will expire only on March 31st 1974.

d'énormes importations avec le successif appesantissement du déficit agricole-alimentaire: en 1973, ce déficit a dépassé 2.000 milliards, représentant les 2/3 du déficit global de la balance commerciale. En général, les récoltes agricoles ont été jugées satisfaisantes en 1973 et la croissance de la production agricole a été estimée entre 5-6% aux prix de 1972.
L'indice de la production industrielle, au mois de décembre, a eu une augmentation de 8,7% par rapport à l'année précédente, ayant comme conséquence une augmentation moyenne supérieure à 9 pour cent. Une forte augmentation de la production a été ensuite enregistrée dans le secteur de la sidérurgie au mois de janvier.
Une autre caractéristique de la présente évolution de la conjoncture est la situation de la faible liquidité bancaire malgré l'expansion continue de la base monétaire à cause des exigences de la trésorerie, en partie compensée par l'action de réduction du déficit de la balance des paiements. L'activité de récolte des instituts de crédit s'est donc intensifiée entrainant un élèvement des taux passifs. Parallèlement, les taux actifs sont donc augmentés, même si jusqu'au 31 mars 1974 était en vigueur le maxima de l'expansion du crédit de 12% sur une base annuelle introduite au mois de juillet dernier.

This content downloaded from 193.204.248.150 on Tue, 24 Nov 2026 15:01:07 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

FINAFRICA BULLETIN

In order to align national official rates to the ones enforced throughout the EEC starting with March 20th the official discount rate and the rate on ordinary and fixed term advances have been increased from 6.50 to 9 per cent. No change was introduced in the provisions for additional charges by which rediscounting and fixed term advances can, in specific cases, be granted at 12 per cent. Moreover, the double exchange market was abolished.

Generally speaking, the stock market was affected by the latest political crisis and the next dividend campaign while the market for fixed yield securities felt the competition of bank deposit remuneration.
The increase in national income in 1973 was estimated around 5.1 per cent in real terms.

Afin d'aligner les taux officiels en vigueur dans le Pays avec ceux pratiqués dans le reste de la C.E.E., à partir du 20 mars 1974 on a élevé de 6,50% à 9% le taux officiel d'escompte et le taux sur les anticipations ordinaires et à échéance fixe auprès de la Banque d'Italie. Sont restées inchangées les mesures prises à propos des majorations en vertu desquelles l'escompte et l'anticipation à échéance fixe peuvent être concédés, dans certains cas, à 12 pour cent. En outre, le double marché des changes a été supprimé.
En règle générale, le marché des actions a été conditionné par la crise politique et par la prochaine campagne des dividendes tandis que le marché des obligations a ressenti une certaine concurrence exercée par la rémunération des dépôts bancaires.
L'augmentation du revenu national en 1973 a été estimée à 5,1% en termes réels.

NEWS OF FINAFRICA

During the first quarter of the present year many guests have visited FINAFRICA, among whom Dr. Masoni a high official of the International Bank for Reconstruction and Development, Mr Szuszkiewicz, a representative of the U.N. Information Office in Rome

NOUVELLES DU FINAFRICA

Pendant le 1er trimestre de l'année en cours, nombreux ont été les invités qui ont visité le Centre FINAFRICA. Parmi ceux-ci, nous pouvons citer M. le Docteur Masoni, Haut-fonctionnaire de la B.I.R.D. (Banque Internationale pour la Reconstruction et le Dé-

This content downloaded from 193.204.248.150 on Tue, 24 Nov 2026 15:01:07 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

who have both illustrated the activity of their respective Institutions to African students.

Another welcome guest was Mr. Gaberial G. Fangarlo, chief Counsellor at the Embassy of the Republic of Liberia in Rome. He too addressed a short welcome to African scholarship holders also on behalf of the African diplomatic corps accredited in Italy and praised the work FINAFRICA is carrying out for the development of African countries.

veloppement) ainsi que M. Szuszkiewicz, Représentant du Bureau Informations des Nations Unies à Rome, qui ont illustré aux boursiers africains, par de brèves conférences, l'activité de leur Institution respective.

Une autre visite, particulièrement appréciée, a été celle de M. Gaberial G. Fangarlo, premier conseiller auprès de l'Ambassade de la République du Libéria à Rome. Lui aussi a salué les boursiers, même au nom du Corps diplomatique africain affecté à l'Etat italien, en louant l'oeuvre que le FINAFRICA effectue pour le développement des Etats africains.

The students attending the Specialization Course in the Economics of Banking for African Countries have recently visited the Cassa di Risparmio di Genova e Imperia. They have been received by the Chairman, avv. Borgna, and the General Manager, dr. Ladisa, of the Bank and they have had the opportunity of seeing the bank's modern equipment and appreciating its efficient organization.

Les Boursiers qui fréquentent le Cours de spécialisation bancaire pour les Pays africains ont été récemment hôtes de la Caisse d'Epargne de Gênes et Imperia. Ils ont été accueilli par le Président, Avv. Borgna, et le Directeur général, Dr. Ladisa, de cette même Caisse d'épargne et ils ont pu en apprécier l'organisation efficace et l'équipement moderne.

This content downloaded from 193.204.248.150 on Tue, 24 Nov 2026 15:01:07 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

African survey

AN ITALIAN ENTERPRISE BUILDS A DAM IN ZAMBIA

The Zambia Electricity Supply Co. has given out the building of social facilities and especially of the Itezhitezt dam on the river Kafue in Zambia by contract to the Impregilo and Recchi (Zambia) Ltd., a company formed in Zambia by the Italian enterprises Impresit - Girola - Lodigiani « Impregilo », Milan, and the Impresa di Costruzioni Generali Ing. Recchi, Turin.

The contract, financed by the International Bank for Reconstruction and Development (I.B.R.D.) with the intervention of the Italian Government, envisages the building of a dam using both concrete and other local materials, such as earth and stones, with a capacity of more than 8 million cubic metres, of a spillway and two tunnels for deviation and regularization. The dam must regularize the flow of the Kafue river and increase water reserves thus allowing an enlargement of the hydro-electric power station of the Kafue Gorge and an increase in the production of electric energy suitable to the requirements of the economic development of the country.

Nouvelles africaines

CONSTRUCTION D'UNE DIGUE PAR UNE ENTREPRISE ITALIENNE EN ZAMBIE

La construction d'oeuvres sociales et, en particulier, celle de la digue de Itezhitezt sur le fleuve Kafue en Zambie, ont été confiées à l'Impregilo e Recchi (Zambia) Ltd., une société constituée en Zambie par les entreprises italiennes Impresit - Girola - Lodigiani « Impregilo » de Milan et par l'Entreprise de Constructions Générales Ing. Recchi de Turin. La « Zambia Electricity Supply Co. » est la société qui a commissioné les travaux. Le contrat, financé par la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (B.I.R.D.) avec l'intervention de l'Etat italien, a pour objet la construction d'un barrage édifié en utilisant le ciment ainsi que d'autres matériaux locaux comme la terre et les pierres, ayant une capacité de plus de 8 millions de mètres cubes, d'un effleureur et de deux tunnels de déviation et de régularisation. L'installation doit régulariser la portée du fleuve Kafue et rendre possible, grâce à l'augmentation de la réserve d'eau, l'agrandissement de la centrale hydro-électrique du Kafue Gorge et l'accroissement de la production d'énergie demandée par le développement économique du Pays.

This content downloaded from 193.204.248.150 on Tue, 24 Nov 2026 15:00:58 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

CONTRACT TAKEN BY THE « COSTRUZIONI MONTAGGI CATANIA » IN LIBYA

The Company « Costruzioni Montaggi Catania » (C.M.C.), associated with the Sicilian Institute for Industrial Promotion (E.S.P.I.), which operates in the field of big steel structural works, has taken a contract from Libya for an amount of 1,350 million liras for the production of the structures necessary to the building of the air-terminal in Tripoli.

AGREEMENT BETWEEN COMERINT AND LIBYA

The Comerint S.p.A. a company in which both I.M.I. and E.N.I. hold shares, and the Ministry for Industry and Mines of the Arab Republic of Libya have signed an agreement by which the Italian company will carry out a survey on the present situation of Libyan industry, and on the projects and industrial development of the country as far as 1984.
The contract also provides that Comerint is entrusted with the planning of technical industry for the formation of executive staff in the various specializations as well as teaching engineering on behalf of the Ministry of Industry. With this contract, representing a new and significant successful

COMMANDE DE LA SOCIETE « COSTRUZIONI MONTAGGI CATANIA » A LA LYBIE

La Société « Costruzioni Montaggi Catania » (C.M.C.), associée à l'Institut Sicilien pour la Promotion Industrielle (E.S.P.I.) qui travaille dans le secteur de la grande charpenterie métallique, a effectué une commande à la Lybie pour un montant de 1.350 millions de lires italiennes afin de réaliser les structures destinées à l'aérogare de Tripoli.

ACCORD COMERINT POUR L'INDUSTRIE LYBIENNE

La Comerint S.p.A., société à participation IMI - ENI et le Ministère de l'Industrie et des Mines de la République Arabe de Lybie, ont signé un contrat qui confie à la société italienne l'étude de la situation actuelle de l'industrie en Lybie, des projets et du développement industriel du Pays avec projection jusqu'en 1984. Le contrat prévoit aussi la planification de l'industrie technique pour la formation des cadres dans les diverses spécialisations ainsi que des cours théoriques d'ingénieur toujours pour le compte du Ministère de l'Industrie. Par ce contrat, qui représente un nouveau succès significatif de la politique de collaboration entre les sociétés du groupe-

This content downloaded from 193.204.248.150 on Tue, 24 Nov 2026 15:00:58 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

FINAFRICA BULLETIN

result of the co-operation between the companies of the E.N.I. (National Board for Hydrocarbons) group and the Arab Republic of Libya, Comerint was also required to supply teaching schemes and visual aids as well as technical assistance.

ment « Ente Nazionale Idrocarburi » italien (Société Nationale des Pétroles) et la République Arabe de Lybie. On a aussi confié à la Comerint la fourniture de programmes et de matériel didactique audio-visuel et assistance technique.

This content downloaded from 193.204.248.150 on Tue, 24 Nov 2026 15:00:58 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

Signed articles do not necessarily reflect the opinion of the Bulletin or of its Editors, and no responsibility is accepted for them. Some of the data contained in the Bulletin are taken from unofficial sources and Editors are in no way responsible for them.

All communications regarding the Bulletin and inquiries on economic matters, etc., should be addressed to the Centre for financial assistance to African Countries, as follows:

FINAFRICA
Via San Vigilio, 10
I 20142 MILANO (Italy)

In all correspondence concerning changes of address, missing numbers, etc., reference should be made to the mailing number printed on the top right-hand corner of the stencilled address.

Les articles portant signature ne reflètent pas nécessairement l'opinion du Bulletin ou bien de la Rédaction et toute responsabilité est déclinée pour ceux-ci. Quelques-unes des données contenues dans le Bulletin proviennent de sources non officielles et la Rédaction n'est en aucun cas responsable.

Toutes communications regardant le Bulletin, toutes questions à propos de sujets économiques, etc., devront être adressées au Centre pour l'assistance financière aux Pays africains, comme suit:

FINAFRICA
Via San Vigilio, 10
I 20142 MILANO (Italie)

Toute la correspondance ayant trait aux changements d'adresses, aux numéros mancants, etc., devra se référer au numéro imprimé en haute à droite de l'adresse estampillée.

RASSEGNA TRIMESTRALE REGISTRATA PRESSO IL TRIBUNALE DI MILANO AL N. 102 DEL 27.3.1974 — REDAZIONE: CASSA DI RISPARMIO DELLE PROVINCIE LOMBARDE SERVIZIO STUDI E STATISTICA - 20121 MILANO - VIA MONTE DI PIETA', 8 — DIRETTORE RESPONSABILE: DOTT. GIOVANNI DE SIMONI — GRAFICA COMENSE - 22038 TAVERNERIO (COMO), VIA PROVINCIALE PER LECCO, 30.

Reproduction allowed provided source is indicated.

La reproduction des textes contenus dans ce bulletin est autorisée, pourvu qu'il soit fait mention de la source.

This content downloaded from 193.204.248.150 on Tue, 24 Nov 2026 15:00:48 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms